

## DU CARACTERE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT DE PHILOSOPHIE

Alain Champseix

Lycée Maurice-Genevoix, Ingré

Il est possible – nécessaire – de considérer de l'intérieur l'enseignement de philosophie, principalement lorsqu'on est soi-même professeur de philosophie. Toutes les discussions à propos de la didactique, des exercices tournent autour d'une conviction : les élèves sont capables de penser ou, si l'on veut être plus précis, d'argumenter, de s'interroger, de critiquer (juger) car on ne voit pas ce que pourrait être la pensée sans cela. Une telle capacité s'éprouve et porte sur des objets (pas n'importe lesquels toutefois)<sup>1</sup> : seul celui qui la pratique sait ou peut savoir de quoi il s'agit, peut en expérimenter la fécondité et comprendre que la possibilité qu'elle exprime n'est connue que si, justement, elle n'en reste pas à l'état de possible. La leçon de Kant dans *Qu'est-ce que les Lumières ?* s'avère, sans jeu de mots, lumineuse : c'est seulement en se risquant à la liberté que l'on peut se rendre libre.

Une conséquence s'ensuit : le professeur de philosophie, pour peu qu'il n'ait pas honte de lui-même, ne doute pas de la valeur interne et externe de son enseignement. De façon interne, il sait que la philosophie correspond à un besoin, si ce n'est à un désir – on peut en discuter – propre à l'être humain qui est de s'instruire. De façon externe, il trouve évidente son inscription dans le système éducatif car il s'accorde à ses fins et, plus généralement, au sein de la société : il contribue à faciliter le passage à ce que Kant appelait la « majorité », il œuvre ainsi à la citoyenneté, cet état de l'être humain qui consiste à prendre sa part, avec les autres, sans se décharger sur eux, à la définition et à la constitution du bien commun. Soit dit en passant, la valeur interne et la valeur externe sont inséparables l'une de l'autre : un citoyen n'est pas un citoyen s'il n'est d'abord un être humain, autre chose qu'un rouage de la société et un homme n'est pas un homme, c'est-à-dire un être qui pense s'il ne considère pas qu'il n'y a pas de pensée et d'action si l'on s'en tient au particularisme, qu'il soit individuel ou communautaire, si l'on ignore l'universel, c'est-à-dire ce qui vaut pour tous.

Il reste que cette idée, claire pour la réflexion, est loin de l'être nécessairement au sein de la société qui ne réfléchit guère – au demeurant, seuls des individus réfléchissent ou peuvent réfléchir. En elle, les coutumes, les intérêts de toute sorte (économiques, passionnels), les rapports de force, les misères et les richesses

---

<sup>1</sup> Les articles de Frédéric Dupin, qui insiste sur la différence entre un objet et un pseudo-objet, et Jean-Pierre Carlet, pour ne citer qu'eux, dans le hors série de *L'Enseignement philosophique* qui vient d'être publié sous le titre d'*Entrer dans le métier* ([www.appep.net/entrer-dans-le-metier](http://www.appep.net/entrer-dans-le-metier)), nous paraissent particulièrement précieux de ce point de vue

excessives, les préjugés, une certaine grégarité, le goût des loisirs – et non du loisir, les opinions, les craintes et les espoirs mais, également, ce que l'on appelle le sérieux comme l'efficacité, la productivité ou « la réussite sociale » pullulent et dominent à tel point que la notion même de citoyenneté soit perd de son sens – n'y a-t-il pas, par exemple, que des « acteurs économiques » ? – soit est travestie – il suffit de « vivre ensemble », de faire preuve de « civilité » et de « bienveillance »<sup>2</sup>. Le politique n'est plus qu'un élément du social. Alors, si l'on n'est pas contre la philosophie, si on estime que l'esprit a besoin, aussi, de distractions, on trouvera normal, à la rigueur, qu'il y ait des « cafés philo », des revues au tirage respectable, des succès d'édition non négligeables et on pensera, à l'instar de Calliclès, qu'il n'est pas mauvais que les jeunes gens fassent de la philosophie au lycée : leur esprit s'en trouvera délié. Mais, de là, à en voir une discipline qui se travaille et à attendre, du système scolaire, qu'il instruisse, il y a loin. N'est-il pas irréaliste et insensé, par exemple, de demander à des jeunes gens de suer sang et eau sur des sujets de dissertation ? Comment concevoir qu'il puisse y avoir une épreuve de philosophie au baccalauréat ? Pourquoi n'y aurait-il, au reste, de philosophie qu'en Terminale ? Seuls des enseignants attachés à leurs privilèges et à leur statut peuvent encore y tenir. Les pires ennemis de la philosophie, au fond, sont les professeurs de philosophie. Plus généralement, il serait d'autant plus absurde de considérer cette discipline comme une discipline scolaire que l'institution est considérée, particulièrement de nos jours, comme n'ayant pas l'instruction pour fin : outre qu'une telle perspective serait désuète, particulièrement réactionnaire et rébarbative<sup>3</sup>, il ne faudrait tout de même pas oublier qu'il importe au plus haut point de se mettre au service de l'élève. Il ne faut donc pas le brimer, il faut compter sur sa spontanéité. Il convient, également, de favoriser sa préparation à l'emploi et, plus généralement, son insertion sociale. Il s'agit donc de développer ses compétences<sup>4</sup> et de privilégier sa confiance en lui-même. De ce point de vue, la question du maintien d'un examen terminal se pose.

Il semble qu'il faudrait être un Hercule pour renverser cette façon de voir – travail surhumain – et que, face à elle, les jours d'un enseignement de philosophie digne de ce nom soient comptés.

Autant, cependant, il serait absurde et irresponsable d'être aveugle à la taille de tels obstacles, autant il serait peut-être faux de s'en tenir à eux et de se laisser écraser par la monstruosité qu'ils présentent. Il n'est en effet pas inopportun de se demander s'ils sont si naturels et, par conséquent, invincibles : ne convient-il pas de les mettre en perspective et, donc, de les relativiser ?

S'il est vrai qu'il n'y a sans doute jamais eu, au cours de l'histoire, une institution scolaire définie par la seule fin de l'étude<sup>5</sup>, il est également vrai qu'on ne voit pas comment une telle institution pourrait mettre totalement et définitivement de côté l'instruction. Il suffit, pour en prendre conscience, d'envisager, ne serait-ce qu'un instant, un législateur qui annoncerait que l'école et son cursus ont pour fin l'ignorance. Autrement dit, on peut soutenir qu'il y a, dans la société, quelque chose

---

<sup>2</sup> Ce qui est se moquer du monde : que signifie l'appel à la bienveillance au sein d'un monde qui encourage la malveillance puisqu'il en vit ?

<sup>3</sup> Plus d'un cadre de l'Éducation Nationale explique que les élèves, de nos jours, savent plus de choses qu'avant et plus, même, que les enseignants qui ne connaissent qu'un type de savoir, socialement et historiquement défini.

<sup>4</sup> Cf. l'article de Simon Perrier, « Ecole des compétences et démocratisation », dans le n° hors-série de *L'Enseignement philosophique* précédemment cité.

<sup>5</sup> Les autres « fins » peuvent être l'ordre religieux, politique (la soumission), économique (l'emploi) ou social (sélection des élites ou bien, à l'inverse, « éducation » à l'égalité démocratique, par exemple).

qui résiste, même si c'est loin d'être avec un succès évident et inévitable, à la pente qu'elle dévale si facilement.

Tâchons de préciser.

Tout d'abord, il n'est pas si certain que l'ensemble des hommes suivent si aisément leurs dirigeants dans la voie d'une société qui serait inhumaine : une vie commandée par le soi-disant réalisme économique, les seuls rapports de force ou même les distractions – fussent-elles de l'esprit – est une vie d'esclaves. Une question se pose donc : la servitude volontaire peut-elle s'installer de façon irréversible ? L'homme peut-il renoncer à l'humanité ? Bien des faits pourraient le laisser penser encore que l'histoire exhibe aussi tant de cas de renversement de l'inhumanité<sup>6</sup>. Sans eux, au demeurant, il n'y aurait tout simplement pas d'histoire.

Ensuite, il est périlleux pour un État de bafouer indéfiniment les exigences élémentaires de la scolarité : quelle autorité peut-il avoir si les parents finissent par se rendre compte que leurs enfants n'apprennent rien à l'école, qu'ils ne peuvent s'y épanouir et qu'ils sont condamnés à subir ou exercer (mais cela revient au même en un sens) toutes sortes de violences ? Certes, on brouille volontiers les pistes en estimant que l'épanouissement passe par un abandon de toute discipline comme si, par exemple, il était possible de goûter au bonheur de jouer de la musique sans l'apprentissage exigeant du solfège et la longue pratique de l'instrument. On pourrait, également, prendre en compte une considération de sécurité intérieure, voire de défense nationale. Ainsi, bien des Marocains expliquent que depuis que le roi Hassan II a supprimé l'enseignement de philosophie, dans un contexte très particulier il est vrai<sup>7</sup>, les établissements du secondaire et du supérieur sont dominés par l'idéologie salafiste. Si vous n'avez pas la liberté de vous instruire, y compris par vous-même, en plaçant l'esprit d'examen au centre, en chérissant le sujet que vous pouvez être, vous aurez autre chose. La nature a horreur du vide. Même Napoléon III dut revenir, dix ans après, sur sa décision, en 1852, de suspendre l'enseignement de philosophie !<sup>8</sup>

Enfin, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de l'analyse si subtile que développait Kant dans l'opuscule que nous avons cité : si les individus, sauf exception, sont peu portés par eux-mêmes à user de leur propre intelligence, un public, non équivalent par conséquent à la somme des individus qui le composent, est plus susceptible d'être éclairé et de faire droit à l'autonomie de la raison. En effet, par définition, un public limite de lui-même le particularisme des opinions individuelles et favorise donc l'usage de la raison par les hommes dans la mesure même où ils vivent en société. Pour être plus exact, on pourrait dire qu'un public, parce qu'il est public, non privé, ne peut qu'être en accord, par principe, avec la raison. Nous nous écarterions trop de notre sujet si nous précisions que le professeur de Königsberg indique la condition d'existence du public et sa nature. Disons qu'il explique que sa

---

<sup>6</sup> Nous ne pensons pas qu'aux révoltes « physiques » parfois si compréhensibles mais qui risquent toujours de demeurer sur le seul plan de la force. Il y a, par exemple, ces révoltes totales où l'humanité est affirmée contre l'inintelligence, aussi puissante soit-elle. Pensons, par exemple, à Rabelais si bien compris et expliqué par Anatole France : une Renaissance incroyablement érudite et, donc élitaire, peut se trouver en accord avec la vie populaire contre l'inanité de la scolastique, des juges, de certains grands et de la majorité des gens d'Eglise. Cela donne l'éclat de rire d'un géant. Gargantua ou PISA : entre les deux mon cœur ne balance guère...

<sup>7</sup> L'enseignement de philosophie était d'obédience marxiste dans une situation géopolitique bien problématique en ce temps-là.

<sup>8</sup> Cf., p. ex., l'article de Patricia Verdeau, « Une histoire des programmes de philosophie », *L'Enseignement philosophique*, n° hors série (cf. *supra*).

condition d'existence est la liberté d'expression<sup>9</sup> et que sa nature n'est pas la démocratie – laquelle n'est justement pas publique<sup>10</sup> – mais suppose la république.

De ce point de vue l'opposition entre le sens intime (personnel et universel) de l'enseignement de philosophie qui concerne au premier chef, voire exclusivement, les professeurs de philosophie, le contenu de leur enseignement et son sens, d'une part, et son institution publique d'autre part ne constitue une contradiction que si on tend à la nier. Enseigner la philosophie suppose une adhésion subjective de l'enseignant aux exigences de sa discipline que lui seul est à même de bien connaître mais l'existence de l'enseignement de philosophie au niveau de la terminale<sup>11</sup>, sa justification au sein de la société politique n'impliquent pas une telle compréhension préalable par tous, y compris par les élèves. On ne leur demande pas de suivre un enseignement parce qu'il leur plaît. Pour le dire autrement : il doit y avoir un enseignement de philosophie non parce qu'il est « super », génial, passionnant – qu'aurions-nous alors à répondre à ceux qui nous rétorqueraient qu'ils ne sont pas intéressés ? – mais parce qu'il est dans l'ordre des choses. Cet ordre des choses est celui d'une société humaine qui du fait de l'intelligence ne peut nier l'enseignement et, finalement, la raison. Il en résulte que nous n'avons pas à nous adresser aux pouvoirs publics sur le mode du commandement<sup>12</sup> mais sur celui de l'indicatif. Il nous semble, d'ailleurs, que la présentation sobre et précise des programmes de 2003 illustre bien cette idée. Il y a bien, si l'on veut, un commandement car il y a un devoir pour la société – sans laquelle, au demeurant, elle ne serait pas – d'instituer l'enseignement en général et l'enseignement de philosophie en particulier mais ce devoir émane de la raison et non de tels ou tels individus<sup>13</sup>. La raison commande mais les individus ne peuvent que signaler et exprimer ce commandement afin de lui obéir. On ne discute pas de la raison car elle est point de départ. Et ce n'est qu'en ne la discutant pas qu'on est libre et qu'on ne se trompe pas.

Alain CHAMPSEIX

---

<sup>9</sup> « Usage public de la raison », pour être exact.

<sup>10</sup> Peu étonnant, par conséquent, que la démocratie puisse être opposée à l'enseignement et à la philosophie : quand le peuple gouverne, il n'est pas souverain, il n'est pas le peuple. On pourrait dire que la démocratie est antipopulaire... Bien entendu, ce terme peut, aussi, avoir d'autres sens mais cette analyse confirme que la pensée peut être identique à elle-même, qu'elle se trouve chez Platon, chez Kant ou chez n'importe qui d'entre nous.

<sup>11</sup> Pourquoi la terminale ? Ce serait s'abriter pauvrement derrière les « valeurs » d'une époque révolue que d'évoquer le « couronnement des études secondaires », mieux vaut envisager les principes : si l'institution scolaire est fidèle à sa fin qu'est l'instruction, il est logique, qu'à son terme, muni déjà d'une certaine culture, l'élève soit conduit à s'interroger sur son propre savoir, sur son être et qu'on lui donne la possibilité de conduire par lui-même une réflexion complète (telle est le sens de la dissertation). C'est, au reste, la condition pour qu'il poursuive avec un nouvel élan ses études et sa vie. L'enseignement de philosophie n'est pas réservé aux seuls futurs étudiants de philosophie. Ne sont pas rares les personnes qui déclarent que l'année de philosophie, en terminale, fut pour elles comme une révélation d'elles-mêmes, c'est-à-dire de leur humanité, intelligente et libre. C'est cela s'instruire et se rendre capable d'apprendre. Jacques Muglioni aimait à répéter cette phrase de Canguilhem : « Les professeurs de philosophies sont les derniers instituteurs. » A présent, on peut bien aussi se demander s'il peut y avoir de la philosophie ailleurs qu'en terminale, au café par exemple, mais il n'y en aurait pas s'il n'y avait pas, principiellement, un enseignement obligatoire de philosophie au terme des études secondaires.

<sup>12</sup> Ou, encore, de la prière, de la supplique, de la harangue, du sermon, etc., toutes choses qui ne font guère sérieux.

<sup>13</sup> Nul ne peut prétendre être identique à la raison.